



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES DES LOTS N° 1 ET 2

ACCORD-CADRE N° 2511I001











Fourniture et livraison de palplanches métalliques neuves

**Lot n° 1 : Fourniture et livraison de palplanches neuves
profilées à froid**

**Lot n° 2 : Fourniture et livraison de palplanches neuves
laminées à chaud**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
175 rue Ludovic Boutleux CS 30820
62408 BETHUNE**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Lot n°1 – Fourniture et livraison de palplanches neuves profilées à froid Lot n°2 – Fourniture et livraison de palplanches neuves laminées à chaud
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Durée ferme de deux ans, reconductible tacitement une fois pour une durée de deux ans (2+2)
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec (si le titulaire l'accepte dans l'acte d'engagement du lot n°1 et/ou du lot n°2)

SOMMAIRE

Article 1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Décomposition du contrat	4
1.4 - Attributaire	4
1.5 - Type d'accord-cadre	4
1.6 - Prestations complémentaires	5
Article 2- Pièces contractuelles	5
Article 3- Intervenants	5
3.1 - Pouvoir adjudicateur	5
3.2 - Titulaire	6
3.3 - Cotraitance	6
3.4 Sous-traitance	7
Article 4 - Durée et délais de livraison	7
4.1 - Durée du contrat	7
4.2 - Délais de livraison	7
4.3 - Prolongation des délais d'exécution	7
Article 5 - Conditions et modalités d'exécution de l'accord-cadre	7
5.1 - Réunion de lancement de l'accord-cadre	7
5.2 - Réunion de suivi d'exécution des prestations	7
5.3 - Emission des bons de commande et contenu des bons de commande	8
5.4 - Exécution opérationnelle	9
5.5 - Modes de livraison	9
5.6 - Modalités de livraison et de déchargement	9
5.7 - Modalités de réception	10
5.8 - Opérations de vérification	10
Article 6 - Insertion par l'activité économique	10
6.1 Le principe	10
6.2 L'accompagnement de l'insertion	13
6.3 Modalités de contrôle	13
Article 7 - Prix	15
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	15
7.2 - Modalités de variation des prix	15
Article 8 - Modalités de règlement des comptes	17
8.1 - Règlement des comptes des cotraitants	17
8.2 - Règlement des comptes au titulaire	17
Article 9 - Pénalités	20
Article 10 - Avance et clauses de financement et de sûreté	21
10.1 - Conditions de versement et de remboursement de l'avance	21
10.2 - Cautionnement	21
10.3 - Nantissement de l'accord-cadre	21
10.4 - Retenue de garantie	22
Article 11 - Changements affectant le statut du titulaire	22
Article 12 - Discretion et confidentialité	22
Article 13 - Ethique et respect des principes de développement durable	22
Article 14 - Propriété intellectuelle	22
Article 15 - Résiliation du contrat	23
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	23
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	23
Article 16 - Dispositions diverses	24
16.1 - Langue	24
16.2 - Droit	24
16.3 - Notification	Erreur ! Signet non défini.
16.4 - Règlement des litiges	24
Article 17 - Dérogations au CCAG - FCS	24

Article 1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché public a pour objet la fourniture et la livraison de palplanches métallique neuves profilées à froid ou laminées à chaud sur l'ensemble du réseau géré par VNF, ainsi que le contrôle de leur qualité (géométrique, mécanique et chimique).

Le présent accord cadre ne s'applique pas pour la commande de palplanches dans les cas suivants :

- Marchés de conception-réalisation ;
- Marchés de travaux pour lesquels les variantes sont autorisées ;
- Réalisation d'ouvrages provisoires (batardeaux de chantier) ;
- Possibilité de dérogation sur demande pour les ouvrages ponctuels de Génie Civil (écluse, barrage de navigation...).

La description détaillée des prestations et des conditions de leur réalisation sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propres à chacun des lots.

La consultation se décompose en trois lots définis à l'article 1.3 du présent CCAP.

Lieux d'exécution :

Le(s) lieu(x) d'exécution du marché sera(ont) déterminé(s) en fonction des besoins de VNF dans le périmètre géographique de chaque direction territoriale et de chaque unité opérationnelle de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage.

Le(s) lieu(x) de livraison seront précisés dans chaque bon de commande.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2-1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition du contrat

L'accord-cadre est décomposé en trois lots, conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique :

- Lot n° 1 : Fourniture et livraison de palplanches neuves profilées à froid ;
- Lot n° 2 : Fourniture et livraison de palplanches neuves laminées à chaud ;
- Lot n° 3 : Contrôle extérieur de palplanches neuves.

Il n'est pas prévu de découpage en tranches, ni en phases.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne le lot n° 1 : Fourniture et livraison de palplanches neuves profilées à froid et le lot n° 2 : Fourniture et livraison de palplanches neuves laminées à chaud.

1.4 - Attributaire

Chacun des deux lots est conclu avec un (1) attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27, R. 2151-7, L. 2341-7 et L. 2141-12 à L. 2141-14 du Code de la commande publique.

1.5 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est passé à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les montants maximums des prestations concernant les lots n° 1 et 2 pour la durée totale de l'accord-cadre, reconduction comprise, soit 4 ans, sont définis comme suit :

N° du lot	Montant minimum en € HT sur la durée totale de l'accord-cadre	Montant maximum en € HT sur la durée totale de l'accord-cadre
1	Sans minimum	5 000 000
2	Sans minimum	11 000 000

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Des quantités estimatives sur la durée de l'accord-cadre, reconduction comprise, sont précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Ces quantités n'ont pas valeur contractuelle. Le DQE est à compléter par les candidats et servira à l'analyse du critère prix.

1.6 - Prestations complémentaires

En cas d'éventuels achats complémentaires, le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux avenants dans les cas énumérés aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

Article 2- Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe propre à chacun des lots n°1 et 2 ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux lots n°1 et 2 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes propre à chacun des lots n°1 et 2 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021¹ ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chacun des lots n°1 et 2 ;
- Le mémoire technique du titulaire, reprenant les éléments exigés dans le règlement de la consultation ;
- Les bons de commande émis sur la base de l'accord-cadre ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG-FCS, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

La notification se fait par recommandé électronique avec accusé de réception, via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

En cas d'avenant pris en cours d'exécution sur l'une des pièces suscitées, seule la version résultant des dernières modifications opérées sera prise en compte.

Article 3- Intervenants

3.1 - Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Voies navigables de France (VNF).

Les représentants du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du présent accord-cadre sont :

- d'une part, la directrice générale ou toute personne habilitée (siège) et les différentes directeurs/directrices territoriales,
- d'autre part, la Direction de l'ingénierie et la maîtrise d'ouvrage (DIMOA).

¹ [Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services - Légifrance](#)

Dans le cas où le bon de commande est passé une direction territoriale, le directeur territorial ou la directrice territoriale concerné, ou toute personne désignée par celui-ci/celle-ci pour le/la remplacer, est chargé(e) de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre. Il est compétent pour passer les différents actes d'exécution. Il reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations, ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Il procède ainsi aux opérations de vérifications et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

Dans le cas où le bon de commande est passé par la DIMOA, c'est le directeur de la DIMOA, ou toute personne désignée par celui-ci pour le remplacer, qui est chargé(e) de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre dans les mêmes conditions suscitées.

Le pilotage de la prestation d'ensemble est assuré par la DIMOA.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, les bons de commande seront émis par la direction de l'infrastructures et de la maîtrise d'ouvrage (DIMOA) et les directions territoriales.

3.2 - Titulaire

Le titulaire indique, dans son mémoire technique, les profils et les qualifications requises des personnes affectées à la réalisation des prestations (chef de projet, interlocuteur dédié, ...)

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation.

Pour faciliter la bonne exécution du marché avec VNF, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire désigne, dans l'acte d'engagement, au sein de l'équipe dédiée au moins une personne habilitée à représenter le titulaire pour recevoir en main propre ou par voie électronique les actes d'exécution pour notification (décisions de prolongation, etc.), d'éventuels avenants ou autres.

Dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur sans délai par un avis de départ et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom dans un délai de 15 jours à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par les changements. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans le délai de 15 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai 15 jours, le titulaire s'expose à la résiliation du marché public à ses torts.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation du marché dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ou de la non-acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur récuse le second remplaçant proposé.

3.3 - Cotraitance

Le marché est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 à R. 2142-27 et R. 2151-7 du Code de la commande publique et 3.5 du CCAG-FCS.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Pour rappel, lors de la procédure de consultation, et conformément à la réglementation applicable, la forme du groupement était laissée libre ; toutefois, en cas de groupement conjoint, la forme souhaitée par l'Établissement était un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du

marché ne respecte pas cette exigence, il peut se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'Établissement tel qu'il est indiqué ci-dessus.

3.4 Sous-traitance

La sous-traitance totale est interdite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen d'une déclaration de sous-traitance joint au présent accord-cadre.

Article 4 - Durée et délais de livraison

4.1 - Durée du contrat

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de sa date de notification au titulaire.

L'accord-cadre est reconductible tacitement une (1) fois pour une durée de deux (2) ans, sauf décision de dénonciation expresse prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins deux (2) mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

La durée totale de l'accord-cadre (reconduction comprise) ne peut excéder quatre (4) ans.

La date prévisionnelle de notification est fixée au premier trimestre 2026.

4.2 - Délais de livraison

Les délais de livraison maximum des fournitures objet du marché sont de :

- huit (8) semaines par voie terrestre,
- douze (12) semaines par voie d'eau.

Ils courent à compter de la notification du bon de commande au titulaire.

En cas de commande nécessitant un parachèvement (enclenchement, trous spéciaux), les délais sont inchangés.

En cas de non-respect des délais, les pénalités prévues à l'article 9 du présent CCAP seront applicables.

Les délais de vérification et de réception ne sont pas inclus dans les délais d'exécution du titulaire.

4.3 - Prolongation des délais d'exécution

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS s'appliquent au présent accord-cadre.

Article 5 - Conditions et modalités d'exécution de l'accord-cadre

5.1 - Réunion de lancement de l'accord-cadre

Afin d'assurer le cadrage du présent accord-cadre, une réunion de lancement sera déclenchée par bon de commande et organisée avec le titulaire de chaque lot après la notification de l'accord-cadre afin de préciser les modalités d'exécution décrites ci-après.

Cette réunion se tiendra soit en présentiel à l'antenne parisienne de VNF située à Paris au 156, rue du Faubourg Saint-Denis - 75010 PARIS, soit à la DT Nord-Est, soit à distance en visio-conférence.

Le titulaire devra obligatoirement être représenté par le chef de projet.

5.2 - Réunion de suivi d'exécution des prestations

Afin de s'assurer la bonne exécution du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur organisera chaque année une réunion de suivi avec le titulaire de chaque lot déclenché par bon de commande afin de faire le bilan annuel des prestations effectuées lors de l'année n-1.

Ces réunions se tiendront soit en présentiel à l'antenne parisienne de VNF située à Paris au 156, rue du Faubourg Saint-Denis - 75010 PARIS, soit à la DT Nord-Est, soit à distance en visio-conférence.

Le titulaire devra obligatoirement être représenté par le chef de projet.

5.3 - Émission des bons de commande et contenu des bons de commande

Les commandes sont effectuées ponctuellement, à la survenance du besoin par les Directions Territoriales (DT) et la Direction de l'Infrastructures et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA).

Le détail et le délai d'exécution des prestations figureront dans chaque bon de commande (possibilité de livraison en plusieurs fois), en accord avec les modalités prévues au sein du marché.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande peut se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévu aux bons de commande concernés, sans méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Le montant de la commande est calculé par VNF selon les prix référencés dans le bordereau des prix unitaires.

Les bons de commande peuvent être adressés pendant les jours ouvrés, du lundi au vendredi, par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception. Le titulaire est tenu d'accuser réception du bon de commande sous 48h ouvrées. Les délais courent à compter de la notification du bon de commande. La notification est la date de réception par VNF de l'accusé de réception de la commande ou à défaut 48h après l'envoi de la commande.

Le titulaire remettra à l'émetteur du bon de commande un planning prévisionnel de fabrication et de livraison dans les quinze (15) jours calendaires à compter de ladite notification. Ce planning prévisionnel reprendra les éléments suivants :

- La référence du bon de commande ;
- La liste des différents produits commandés et la date prévue d'achèvement de leur fabrication respective ;
- La date prévue d'achèvement de fabrication de la totalité du bon de commande.

En cas de plusieurs livraisons, l'ensemble de la commande doit répondre aux délais indiqués dans le présent CCAP sauf contre ordre expresse de VNF (par exemple, en cas de problème de disponibilité de la zone de livraison ou de la volonté d'étaler la livraison en fonction de la consommation du chantier).

VNF se réserve le droit de modifier ou annuler, tout ou partiellement, une commande sans frais dans les huit (8) jours calendaires à compter de la notification du bon de commande.

De manière exceptionnelle, VNF se réserve le droit de modifier le mode de transport et le lieu de livraison en fonction du contexte et des contraintes liées à chaque commande dans le mois qui suit l'émission de la commande. Au-delà de ce délai, ne seront payées que les parties réalisées du bon de commande au moment de la notification de la correction ou de l'annulation en fonction du planning prévisionnel précité.

Chaque bon de commande précise les éléments suivants :

- La référence de l'accord-cadre ;
- L'identification précise du destinataire (adresse postale, téléphone, désignation du responsable de la réception de la fourniture) ;
- Les caractéristiques du ou des produits commandés :
 - Le type (ou les types) de palplanches métalliques, de raccords, de caissons, de rideaux mixtes ;
 - La nuance d'acier ;
 - La longueur des barres ;
 - Le nombre de barres ;
 - La masse des produits commandés (sur la base des poids linéiques catalogue) ;
 - Le cas échéant : le diamètre et la position du trou de manutention ;
 - Le cas échéant : si les palplanches doivent être enclenchées par paires ;
 - Le cas échéant : le type de revêtement ;
- Le ou les lieux de déchargement imposés avec instructions précises pour la mise en dépôt. Le lieu de déchargement peut être soit réalisé sur un seul et même site (il s'agit alors du lieu de livraison), soit réalisé en quatre sites différents au maximum (lieu de livraison et trois sites situés dans un périmètre de trente (30) kilomètres) ;
- Le protocole de sécurité pour la livraison ;

- Le délai de livraison ou planning éventuel de livraisons ;
- Le cas échéant, le bon de commande peut prévoir une livraison par tranche, échelonnée dans le temps ; dans ce cas les délais de livraison intermédiaires doivent être précisés et explicitement liés à des tranches de fourniture ;
- Le moyen de transport retenu ;
- La commande ou non du déchargement des fournitures et ses conditions ;
- Le montant du bon de commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Toutes mentions et précisions utiles.

5.4 - Exécution opérationnelle

L'établissement et le suivi des bons de commande, le contrôle de conformité des prestations et la réception des prestations sont du ressort des représentants des directions territoriales et de la direction de l'infrastructure et de la maîtrise d'ouvrage.

Les paiements seront effectués par l'agent comptable assignataire concerné, dont la liste est fournie dans l'acte d'engagement.

5.5 - Modes de livraison

La fourniture sera expédiée en port payé depuis l'usine de fabrication soit par route soit par voie d'eau. La livraison par voie d'eau doit être envisagée prioritairement sur chaque commande. Le prestataire doit fournir une étude comparative entre les deux modes de livraison à chaque commande.

Quels que soient les intervenants pour le transport et le déchargement des fournitures, le fournisseur reste seul responsable à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas d'un transport par péniche, il n'y aura pas de transfert par route assuré par le titulaire jusqu'au lieu d'utilisation des produits.

Par ailleurs, dans le cadre d'une livraison des fournitures par péniche :

- Lorsque le parcours de livraison des palplanches comporte des voies d'eau à petit gabarit, le prix unitaire de la tranche « 0 à 240T » sera appliqué autant de fois que nécessaire pour couvrir le tonnage commandé.
- Lorsque le parcours de livraison des palplanches comporte exclusivement des voies d'eau de gabarit supérieur, le prix unitaire de la tranche correspondant au tonnage commandé sera appliqué.

Pour les transports routiers, les quantités dépassant le poids total en charge autorisé ne seront pas prises en compte pour le règlement des prestations correspondantes au transport. Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu responsable d'une conséquence liée le cas échéant à un dépassement du poids total en charge autorisé par la réglementation en vigueur.

5.6 - Modalités de livraison et de déchargement

Les livraisons s'effectuent de 8h à 18h du lundi au vendredi, jours fériés exclus et selon les dispositions indiquées dans le présent CCAP et le CCTP.

Le fournisseur confirmera la livraison à la personne désignée sur le bon de commande au minimum cinq (5) jours ouvrés avant la date effective.

Les conditions de déchargement sont fixées dans le bon de commande en complément des dispositions prévues au CCTP.

Des instructions complémentaires aux dispositions du bon de commande et du CCTP concernant les conditions de déchargement et de stockage, seront données par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le déchargement se fait obligatoirement à l'aide d'un engin de levage approprié aux types de palplanches métalliques fournies et selon les modalités du protocole de sécurité signé par les parties prenantes établi selon le modèle proposé par le titulaire et validé par VNF.

Les éventuelles prestations complémentaires de transport des palplanches après déchargement ne sont pas prises en charge dans le cadre de cet accord-cadre à bons de commande.

5.7 - Modalités de réception

Le titulaire remettra à chaque livraison avec les produits commandés :

- l'attestation de conformité des produits ;
- le bon de pesée ou le ticket de pesée. Cette pesée sera effectuée à la sortie de l'usine sur bascule agréée. Le bon de pesée ou le ticket de pesée peuvent être substitués par un avis d'expédition ou un avis de transfert (en cas de transbordement vers le site de chargement des péniches) sur lesquels figure le poids réel des chargements. Toute fourniture faite sans l'un des documents précédents sera refusée ;
- le bulletin de livraison.

Conformément à l'article 21.3 du CCAG-FCS, les opérations préalables à la réception contradictoires sont authentifiées par la signature du bulletin de livraison (et/ou des procès-verbaux) par le représentant du pouvoir adjudicateur et le fournisseur, sur lequel doit être noté le tonnage effectivement livré.

Il est précisé que les palplanches métalliques reconnues défectueuses à la livraison ou accidentées seront refusées.

5.8 - Opérations de vérification

5.8.1 Opérations de vérification

VNF effectue ou fait réaliser tout ou partie des vérifications quantitatives et qualitatives des prestations réalisées par le titulaire du lot n°3, en vue de leur admission.

Le recours au lot n°3 est à la discrétion du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur prévient le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Si ce dernier souhaite y assister, il en informe le pouvoir adjudicateur au moment de la livraison des fournitures.

Par dérogation aux articles 28.2 et 30 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un (1) mois pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives des prestations. Ce délai est élargi à deux (2) mois si VNF fait appel au titulaire du lot n°3 pour l'assister dans ses vérifications. Les opérations de vérification ont pour objet de s'assurer que les prestations ont été fournies selon les quantités prévues et qu'elles sont conformes aux caractéristiques définies dans le CCTP, le catalogue du titulaire et le bon de commande. Un représentant du fournisseur doit être présent lors des opérations de livraison et déchargement.

5.8.2 Décision après vérification

Les décisions après vérification répondent aux exigences de l'article 30 du CCAG-FCS sauf en ce qui concerne la dérogation expressément prévue ci-dessous.

Dans le cas d'une décision d'ajournement ou de rejet des prestations, par dérogation aux articles 30.2.1, 30.4.2 et 30.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit mettre au point ou exécuter à nouveau, à ses frais, les prestations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans la décision d'ajournement ou de rejet.

En complément à l'article 30 du CCAG-FCS, les notifications des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet pourront se faire par échange de courriels.

Les vérifications techniques qui relèvent des caractéristiques géométriques, chimiques et mécaniques, seront effectuées selon les dispositions indiquées dans le CCTP et le CCAP du lot n°3.

Article 6 - Insertion par l'activité économique

6.1 Le principe

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

Les publics éligibles

Par dérogation à l'article 16.1.1.1 du CCAG-FCS, pour l'ensemble des lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes :

- Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois.
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...).
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département.
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail.
- Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation de VNF que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

Volume d'heures de travail réservées

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, pour ce marché, le titulaire s'engage, sur la durée d'exécution totale du présent accord-cadre (y compris la période de reconduction), à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de dix (10) heures par tranche de cent mille (100 000) euros H.T de commandes.

Ces heures sont additionnées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Le calcul de la volumétrie de la clause sociale sera réalisé sur la totalité du volume des commandes.

Si le montant de commande réalisé sur la période du marché est inférieure à 1 000 000 € HT, aucune heure d'insertion ne sera exigée du titulaire.

Après notification de l'accord-cadre, le titulaire, le pouvoir adjudicateur et le facilitateur se réuniront afin de préciser les modalités de réalisation de l'engagement d'insertion.

A l'issue de chaque année d'exécution de l'accord-cadre, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes en insertion dans l'entreprise et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent accord-cadre.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article. A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

Comptabilisation des heures

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- les heures travaillées rémunérées.
- les heures de formation réalisées en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire).
- les congés payés, pris à l'occasion de ce marché.
- les jours fériés, pris sur ce marché.

- les jours d'intempéries (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise).
- les arrêts maladie, pris à l'occasion de ce marché.
- les accidents de travail.
- les congés exceptionnels (paternité...).

En cas de d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

Durée d'éligibilité des publics et comptabilisation des heures

1 / La règle générale

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif territorial de gestion des clauses sociales d'insertion animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi / insertion.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

2 / Les cas particuliers

Si l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, recruté en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché (dans le respect des conditions citées ci-dessus) la durée d'éligibilité totale aux clauses sociales du salarié sera de 36 mois. Cette durée sera, dans tous les cas, mesurée à partir de la date de sa première embauche en application d'une clause sociale dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat.

Modalités de réalisation

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

Modalité n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire, ...

Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

En cas de recours à la sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et VNF afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « Volumes d'heures de travail réservées ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

Globalisation

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès de VNF et/ou du facilitateur mentionné dans les définitions du présent CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et VNF. Elle peut être recevable par le facilitateur et VNF si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

6.2 L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, VNF a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
200 rue de Roubaix 59200 Tourcoing
Contact : M. Hugo VANDAMME
03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
hvandamme@lamelt.fr

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la structure citée (ici, la Mission Emploi Lys-Tourcoing) peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur clause plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

- Durant l'appel d'offre : D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion
- Durant la durée du marché :
 - o De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
 - o D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
 - o De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
 - o De suivre l'application de la clause pour VNF,
 - o Faciliter les relations entre VNF, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

6.3 Modalités de contrôle

Dispositions générales

Le titulaire est tenu de fournir au facilitateur tous les éléments nécessaires au suivi et au contrôle du déroulement des actions d'insertion.

De façon trimestrielle, le titulaire fournira (sous quinzaine au maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le facilitateur produira à la demande de VNF ou de l'entreprise les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 13.9 du présent CCAP.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par VNF ou le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou un envoi partiel sera considéré comme une faute pouvant donner lieu à la résiliation du bon de commande ou du marché, sans préjudice des pénalités prévues à cet effet dans le présent CCAP.

Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économiques

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires à la suite de la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer VNF et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, VNF peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai VNF et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recours à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

Défaillance de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du Marché aux torts du Titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, VNF applique une pénalité dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

Règles liées au respect du RGPD

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de VNF, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à :

v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 200 rue de Roubaix, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

Respect des engagements et pénalités

Par dérogation à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées. Celles-ci sont reprises au sein de l'article 9 du présent CCAP consacré aux pénalités.

Article 7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les fournitures faisant l'objet des deux lots se règlent par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau de prix, au tonnage effectivement livré, calculé à partir des longueurs livrées et des poids linéiques.

Les rabais exprimés dans l'acte d'engagement pour les quantités supérieures à 250 tonnes (250 à 499 tonnes ; 500 à 1000 tonnes et plus de 1000 tonnes) sont donnés en pourcentage, ils s'entendent toutes zones de distribution.

Il est précisé qu'aucune majoration du prix de fourniture pour quantités inférieures à 250 tonnes n'est appliquée.

Le tonnage à considérer pour l'application des rabais sur le prix de fourniture pour les quantités supérieures à 250 tonnes est, d'une part, le tonnage tout produit confondu du bon de commande et, d'autre part, le tonnage d'un même produit du bon de commande, qu'il y ait ou non plusieurs lieux de livraison.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations comprennent notamment : les prix des prestations décrites dans le CCTP et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés, les documents exigés, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à la manutention, au transport jusqu'au lieu de livraison, au déchargement éventuel et à la mise en dépôt sur le lieu de stockage et tous les frais y afférents.

Les dépenses nécessaires à l'exécution des différentes réunions, lorsqu'elles sont commandées en présentiel, comprennent les frais de déplacement et tous les frais y afférents (restauration, préparation de la réunion et rédaction du compte-rendu par le titulaire).

Les prix du marché sont établis en euro hors T.V.A.

7.2 - Modalités de variation des prix

S'agissant d'un marché de fourniture de produits sidérurgiques sur une durée supérieure à un an, il est prévu une révision des prix à chaque bon de commande pour les deux lots sur la base des indices/index suivants :

- CPF 24.10 Produits sidérurgiques en acier non allié (série 010763881) - base 2021 ;
- TRTP - Poste Transports routiers des index Travaux Publics (identifiant 001711943) - base 2010 ;
- Transports fluviaux intérieurs - Nationaux - Hors transit (identifiant 00439767).
- Indice du coût du travail - coût horaire - ensemble des secteurs (NAF rév. 2 sections B à N) - Base 100 en 2020 (identifiant 010761999)

En revanche, s'agissant des lignes de prix relatives aux réunions, il est uniquement prévue une révision annuelle sur la base de l'indice Syntec.

Date d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économique du mois de remise des offres. En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant, le « mois zéro » est celui de signature de l'avenant par le titulaire.

Modalités de révision des prix

Conformément à l'article R. 2112-13 du Code de la commande publique, les prix de l'accord-cadre sont révisibles par application des formules ci-dessous.

Concernant les prix 1 à 8.5 du BPU du lot n°1 et les prix n°1 à 9.5 du BPU du lot n°2 :

$$P(n) = P(0) [0,15 + (0,85 \times (CPF24.10 L / CPF24.10 0))]$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé
- P(0) est le prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro
- **CPF24.10 L** est l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 24.10 - produits sidérurgiques en acier non allié - base 2021 » au mois de la livraison de la commande.
- **CPF24.10 0** est l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 24.10 - produits sidérurgiques en acier non allié - base 2021 » au mois zéro

Concernant les prix 10, 11.3, 11.4, 12.2 du BPU du lot n°1 et les prix n°12, 13.3, 13.4, 14.2 du BPU du lot n°2 :

$$P(n) = P(0) [0,15 + (0,85 \times (000439767 C / 000439767 0))]$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé
- P(0) est le prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro
- 000439767 C - est la valeur de l'indice « Transports fluviaux intérieurs - Matériaux de construction - Hors transit » au mois de la notification du bon de commande
- 000439767 0 - est la valeur de l'indice « Transports fluviaux intérieurs - Matériaux de construction - Hors transit » au mois zéro.

Concernant les prix 9, 11.1, 11.2, 12.1 du BPU du lot n°1 et les prix n°11, 13.1, 13.2, 14.1 du BPU du lot n°2 :

$$P(n) = P(0) [0,15 + (0,85 \times (001711943 C / 001711943 0))]$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé
- P(0) est le prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro
- 001711943 C - est la valeur de l'indice « TRTP - Poste Transports routiers des index Travaux Publics - base 2010 » au mois de la notification du bon de commande
- 001711943 0 - est la valeur de l'indice « TRTP - Poste Transports routiers des index Travaux Publics - base 2010 » au mois zéro.

Concernant les prix n°13 à 16 du BPU du lot n°1 et les prix n°5, n°10, n°15 à 18 du BPU du lot n°2 :

$$P(n) = P(0) [0,15 + (0,85 \times (NAFrév.2(n) / NAFrév.2(0))]$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé
- P(0) est le prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro
- NAF rév.2(n) est la valeur de l'indice "coût du travail – coût horaire – ensemble des secteurs (NAF rév. 2 sections B à N) – Base 100 en 2020 (identifiant 010761999) " au mois de livraison de la commande
- NAF rév.2(0) est la valeur de l'indice "coût du travail – coût horaire – ensemble des secteurs (NAF rév. 2 sections B à N) – Base 100 en 2020 (identifiant 010761999)" au mois zéro.

Concernant les prix n° 17 du BPU du lot n° 1 et les prix n° 19 du BPU du lot n° 2 :

$$P(n) = P(0) [0,15 + (0,85 \times (SYN(n) / SYN(0))]$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé
- P(0) est le prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro
- SYN(n) est la valeur de l'indice correspondant au mois de révision, c'est-à-dire le mois de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.
- SYN(0) est la valeur de l'indice de référence au mois zéro.

En l'absence de parution de l'indice ou de publication d'un indice provisoire, le calcul s'effectue avec le dernier indice connu. Une régularisation à la hausse, comme à la baisse, interviendra à la publication de l'indice définitif.

En cas de révision à la baisse, celle-ci sera appliquée de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Article 8 - Modalités de règlement des comptes

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- ✓ au titulaire,
- ✓ au mandataire et ses cotraitants

8.1 - Règlement des comptes des cotraitants

La signature du/des demande(s) de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans l'accord-cadre.

8.2 - Règlement des comptes au titulaire

8.2.1 - Etablissement et adresse d'envoi des acomptes et demandes de paiement

- Les prestations concernées par le règlement partiel définitif

Les prestations dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à 3 mois bénéficient d'un règlement partiel définitif.

Le versement du règlement est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, des prestations effectuées. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement du règlement après vérification.

- Les prestations concernées par les acomptes

En application de l'article R. 2191-21 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les prestations dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois bénéficient de versement d'acomptes. Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes tous les 3 mois. Cet intervalle peut être ramené à un mois à la demande du titulaire dans le cas prévu à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le règlement des sommes dues au titre des palplanches livrées qui seront ensuite soumises à un contrôle fait l'objet d'acomptes à l'achèvement de ces étapes, répartis comme suit :

- 70% à la livraison des palplanches ;
- 30% après réception suite aux opérations de contrôle.

Le versement de l'acompte est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, de la prestation effectuée. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement de l'acompte après vérification.

8.2.1.1 Acompte

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire,
2. Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre et les références du bon de commande et les références de l'affaire ;
3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
6. L'incidence de la TVA ;
7. L'incidence de la révision ;
8. Le cas échéant, la retenue de garantie ;
9. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
10. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
11. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 4, 5, 6, 7 et 8 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires ;
12. Le récapitulatif des acomptes perçus ;
13. La désignation de l'organisme débiteur.

En outre, il indique :

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de ce qui précède.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

8.2.1.2 Demandes de paiement

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande.

- Sur la base des montants d'acompte établis par VNF, la demande de paiement (facture) est établie par le titulaire, conformément aux stipulations de l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Outre les mentions prévues dans le CCAG-FCS, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre et les références du bon de commande et les références de l'affaire.

- Le(s) demande(s) de paiement correspondant aux paiements pour solde et règlements partiels définitifs sont effectuées selon les stipulations de l'article 11.7 du CCAG-FCS.

Elles comportent :

- La récapitulation des acomptes perçus,
- Les prestations (non payées) indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors TVA,
- Les mêmes indications que les demandes de paiement d'acompte.

Conformément aux conditions des articles L. 2192-1 à L. 2192-4 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique les factures doivent être adressées sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>. Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de co-traitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Quel que soit le montant des prestations sous-traitées, le paiement sera effectué directement par VNF au sous-traitant sur présentation d'une facture agréée par le titulaire.

Le titulaire prévient immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement de taux de TVA qui lui est applicable. VNF n'est pas responsable des conséquences d'une omission du titulaire à ce sujet.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

8.2.2 Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire

VNF se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le titulaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, présentée après la validation des prestations demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les comptes assignataires du paiement sont référencés dans l'acte d'engagement propre à chacun des deux lots.

Article 9 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités définies ci-dessous dérogent à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Les pénalités s'appliquent après mise en demeure conformément à l'article 14.1.1 alinéas 2 et 3 du CCAG-FCS, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, le titulaire encourt, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R/500$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R = le nombre de jours ouvrés de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, Le montant de la pénalité est plafonné à 20 % du montant de la prestation au sujet de laquelle est calculée la pénalité.

Autres pénalités

En complément de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels fixés dans l'accord-cadre sont dépassés dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité de retard en cas de livraison fractionnée.	Journalière	400,00 €	En cas de dépassement du délai de livraison ou de nouvelle livraison incomplète, il sera applicable au titulaire une pénalité de 400 € par jour ouvré de retard.
Pénalités relatives à l'insertion par l'activité économique	Horaire	50,00 €	En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives à l'insertion,

			le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par heure d'insertion non réalisée.
Pénalité pour non-transmission des renseignements permettant le contrôle des obligations relatives à l'insertion	Journalière	100,00 €	En cas d'absence ou de refus de transmission dans le délai imparti des renseignements permettant le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, une pénalité 100 € par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le déchargement ou la distribution des produits sur les différents lieux n'est pas conforme aux exigences du bon de commande (localisation, disposition), le pouvoir adjudicateur applique une pénalité calculée sur la base des manquements constatés.

Le montant de la pénalité correspond au non-paiement du coût de déchargement et/ou de distribution du tonnage de fourniture concerné par le manquement.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités ci-dessus est plafonné à 20 % du montant de la prestation au sujet de laquelle est calculée chaque pénalité.

Article 10 - Avance et clauses de financement et de sûreté

10.1 - Conditions de versement et de remboursement de l'avance

Une avance telle que prévue aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12, R. 2191-15, R. 2191-17 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, pourra être accordée au titulaire s'il ne la refuse pas dans l'acte d'engagement.

En application de l'article R. 2191-16 du code de la commande publique, dans le cas d'un accord-cadre sans montant minimum, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Sur la base de l'article 11 option A du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du bon de commande si celui-ci est supérieur à 50 000 € HT et si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois. Ce taux est porté à 20% pour les PME.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

L'avance est accordée au titulaire sur la partie des montants financiers non sous-traités.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du Code de la commande publique.

10.2 - Cautionnement

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre de l'accord-cadre sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

10.3 - Nantissement de l'accord-cadre

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Il est délivré, au gré du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande.

La personne habilitée à fournir des renseignements mentionnés à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique est la directrice générale de VNF.

10.4 - Retenue de garantie

Sans objet.

Article 11 - Changements affectant le statut du titulaire

Durant la période de validité du marché public, le titulaire (ou le mandataire d'un groupement le cas échéant) est tenu de communiquer par écrit à VNF tout changement ayant une incidence sur le statut de la société ou des sociétés, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché public.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que VNF ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont VNF n'aurait pas eu connaissance.

Article 12 - Discrétion et confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent accord-cadre.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Le personnel du titulaire et des sous-traitants éventuels est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte de VNF. Il s'interdit tout usage personnel des données de base et fichiers sans l'autorisation expresse de VNF.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité. En cas de sous-traitance, il revient donc au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

Article 13 - Ethique et respect des principes de développement durable

Signataire de la charte de Développement durable des Etablissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives. Plusieurs directions de VNF sont certifiées selon la norme ISO 14001, preuve de l'engagement de l'établissement pour intégrer les meilleures pratiques environnementales.

L'établissement souhaite également la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise. Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000) ;
- Les principes de la Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000) ;
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement (ISO 14001), de sécurité du travail (OHSAS 18001) ou de qualité (ISO 9001).

Article 14 - Propriété intellectuelle

S'agissant des lots n°1 et 2, les résultats sont uniquement des comptes-rendus de réunions, et la transmission de documentation en cas de livraison par un intermédiaire. Par conséquent, seules les dispositions du

CCAG-FCS s'appliquent (articles 34 à 37 - cession à titre non exclusif).

Article 15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

15.1.1 - Résiliation pour faute du titulaire

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre pour faute sont définies à l'article 41 du CCAG-FCS.

Les articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par le directeur général de VNF lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans le cas mentionné à l'article 32.1 du CCAG-FCS en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

15.1.2 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, VNF peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution ou confirmation de son incapacité à exécuter une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire.

15.1.3 - Résiliation unilatérale du fait de VNF

Le directeur général de VNF se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation car le présent accord-cadre est conclu sans engagement sur un montant minimum. Seules les prestations déjà réalisées, et les frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'auraient pas été prise en compte dans le montant des prestations déjà payées, pourraient faire l'objet d'une indemnisation, si le titulaire en fait la démonstration conformément à l'article 42 alinéa 2 du CCAG-FCS.

Le paiement de l'indemnité se fait au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 16 - Dispositions diverses

16.1 - Langue

Les correspondances relatives au présent accord-cadre sont rédigées en langue française.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être

entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16.2 - Droit

Le droit français est le droit applicable.

16.3 - Règlement des litiges

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé le siège du pouvoir adjudicateur.

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 Lille Cedex
Téléphone : +33 (0)3 59 54 23 42
Télécopie : +33 (0)3 59 54 24 45

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Téléréours accessible par le site www.telerecours.fr

Article 17 - Dérogations au CCAG - FCS

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 3.2 du CCAP déroge aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.8.1 du CCAP déroge aux articles 28.2 et 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.8.2 du CCAP déroge aux articles 30.2.1, 30.4.2 et 30.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 16.1.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.3 du CCAP déroge aux articles 16.1.5 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9 du CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1.3 du CCAP déroge à l'article 42 alinéa 1^{er} du CCAG - Fournitures Courantes et Services